

L'Iran propose la Turquie pour des négociations sur le nucléaire

mardi 16 novembre 2010, par [Jean Marcou](#)

Le chef de la diplomatie iranienne, Manouchehr Mottaki (photo) a proposé, le 7 novembre 2010, de reprendre les négociations sur son programme nucléaire controversé, en Turquie, à la fin du mois de novembre. Cette proposition fait écho à une lettre qu'avait transmise, le 29 octobre dernier, Saïd Jalili, le négociateur iranien, à Catherine Ashton, le chef de la diplomatie européenne et l'intermédiaire des grandes puissances sur ce dossier. Dans cette lettre, Saïd Jalili annonçait qu'il était « d'accord pour commencer des discussions après le 10 novembre » et qu'il souhaitait « convenir d'un lieu et d'une date ». Catherine Ashton avait accueilli favorablement cette proposition et suggéré récemment que les pourparlers reprennent à Vienne (siège de l'AIEA), à partir du 15 novembre prochain.

Les négociations entre l'Iran et les Six pays qui représentent la communauté internationale (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Russie Chine) sont interrompues depuis octobre 2009. L'AIEA suspecte le programme d'enrichissement d'uranium que Téhéran conduit actuellement de couvrir en réalité un projet visant à doter la République islamique de l'arme nucléaire.

Le 17 mai dernier, pour empêcher les Six de recourir à de nouvelles sanctions, la Turquie, le Brésil et l'Iran avaient signé un accord tripartite à Téhéran, prévoyant l'échange en territoire turc de l'uranium enrichi par l'Iran contre de l'uranium enrichi à 20%, fourni par la communauté internationale (cf. nos éditions des 24 et 26 mai 2010). Cet accord avait été considéré comme un succès de la diplomatie turque et plus généralement comme la confirmation de l'avènement de nouvelles puissances émergentes (Turquie, Brésil) sur la scène internationale. Mais les Etats-Unis avaient tout de suite annoncé que cet accord n'empêcherait pas le lancement d'un nouveau train de sanctions contre l'Iran, finalement adopté par le Conseil de sécurité de l'ONU, le 9 juin 2010, en dépit des votes négatifs de la Turquie et du Brésil (cf. notre édition du 11 juin 2010). Tout en regrettant cette décision et en estimant que ces sanctions n'auraient aucun effet concret, Ankara n'avait néanmoins pas refusé de les mettre en œuvre. Toutefois depuis l'été dernier, les banques et entreprises turques ont souvent été rappelées à l'ordre par Washington qui les accuse de ne pas être suffisamment rigoureuses dans le respect du programme de sanctions.

Manouchehr Mottaki s'est dit optimiste, quant à la reprise des pourparlers avec les Six. Toutefois, un accord sera difficile à obtenir car, outre les problèmes techniques posés par les échanges d'uranium qui sont au cœur d'un possible règlement, la manière d'aborder la négociation de part et d'autre est radicalement différente. Les Iraniens entendent en effet négocier, au-delà de leur programme nucléaire, sur la question globale du désarmement dans la région, tandis que les Six souhaitent se cantonner au cas iranien.

Quant à la tenue des négociations en Turquie, si elle se confirme, elle mettra de nouveau en relief le dynamisme de la diplomatie turque et le rayonnement qui est celui d'Ankara sur la scène internationale. Mais il n'est pas sûr que la proposition iranienne recueille l'assentiment de tous. Les élections de mi-mandat qui viennent de se dérouler aux Etats-Unis ont ramené sur le devant de la scène les Républicains dont un des sénateurs a estimé très récemment, en des termes très durs, que le dossier nucléaire iranien pouvait conduire à une intervention militaire contre l'Iran. Compte tenu de cette situation politique nouvelle, il n'est pas sûr qu'une trop forte implication turque dans ce dossier soit bien accueillie par Washington. Les Européens y seront peut-être plus favorables. Le prochain « progress report » de la Commission européenne sur la candidature de la Turquie, salue en effet l'apport positif de la nouvelle politique étrangère turque en la qualifiant « d'atout », mais il rappelle aussi lourdement qu'elle

doit être développée « de façon complémentaire au processus d'adhésion et en coordination avec l'UE. »

Pour leur part, la Chine et la Russie seront-elles séduites par la proposition de tenir des négociations en Turquie ? Ahmet Davutoğlu, le ministre turc des affaires étrangères, vient d'effectuer un voyage en Chine qui est en passe de faire oublier la brouille occasionnée entre les deux pays par la répression chinoise contre les Ouïghours en 2009. Certains observateurs ont souligné qu'au delà des aspects purement économiques et commerciaux, les relations turco-chinoises étaient en train de prendre une dimension stratégique. Un soutien de la Chine à la proposition iranienne de tenir des négociations en Turquie le confirmerait. La Russie, autre partenaire économique et commercial important de la Turquie, pourrait elle aussi être tentée par l'idée de négocier en territoire turc, mais il faut se souvenir que les Russes se sont rapprochés ces derniers temps des Américains, qu'ils viennent d'accepter le projet de bouclier anti-missiles de ces derniers (que seuls les Turcs continuent à rejeter) et qu'ils s'étaient finalement démarqués de l'accord tripartite (Turquie, Brésil, Iran) en mai dernier...

Sources

Article publié sur le blog de l'OVIPoT le dimanche 7 novembre 2010 sous le titre : [L'Iran propose de reprendre en Turquie les négociations sur le dossier nucléaire.](#)